



Paris, le 30 septembre 2013

Projet de Loi de Finances 2014 :

Toujours rien de bon en vue pour les DDI...

Dévoilé à l'issue du conseil des ministres du 25 septembre, et présenté dans la foulée dans chacun des comités techniques ministériels, le projet de loi de finance 2014 ne fait que confirmer la politique de rigueur conduite par le gouvernement.

Ce projet prévoit de détruire globalement plus de 2000 emplois publics, en contradiction avec les engagements de maintien des effectifs globaux, privilégiant le développement d'emplois précaires pour assurer les missions de service public.

Un projet qui plonge les ministères dits « non-prioritaires » dans une situation intenable. Une famille de ministères étant les principaux contributeurs aux effectifs des DDI...

Bien loin des discours lénifiants tenus aux agents, notamment par Mme Lebranchu à Rouen le 27 septembre déclarant « *Garantir une répartition équitable des effectifs [...] en préservant les services départementaux.* », l'échelon départemental et ses agents vont donc une nouvelle fois payer un lourd tribut à la politique d'austérité du gouvernement.

Bien loin là encore du discours provocateur de Mme Lebranchu déclarant que « *Moderniser les services publics c'est lutter contre le sentiment d'abandon qu'ont des citoyens dans des quartiers ou des communes rurales.* », les services de l'État vont continuer à se retirer du territoire, à s'éloigner de leurs acteurs, supprimant missions et moyens jusque là dédiés à de précieuses missions de solidarité (application du droit des sols, ATESAT, missions d'appui aux services d'eau,...). Avec à la clé la fermeture programmée de la plupart des unités territoriales des DDI, et la mise en œuvre de plans sociaux qui n'osent dire leur nom !

Loin de se laisser endormir par les discours de circonstance, FORCE OUVRIERE met sur la table la vérité des chiffres. Des données que personne n'ose recouper de peur de voir se dessiner la réalité des faits : celui d'un abandon brutal et néanmoins non-assumé de l'échelon départemental !

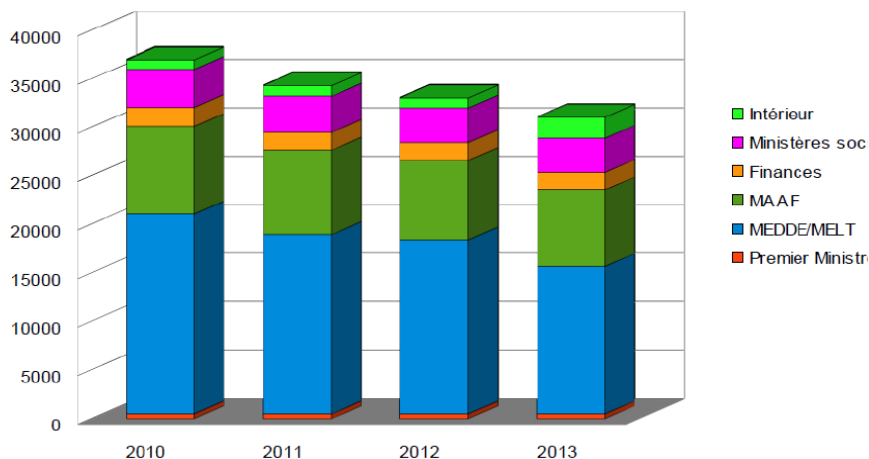
FORCE OUVRIERE place les décideurs devant leurs responsabilités et demande l'abandon d'une politique de destruction d'emplois et de missions publiques, en particulier dans les services assurant aujourd'hui le lien avec citoyens et collectivités !

La preuve par les chiffres :

l'ampleur mesurée des baisses d'effectifs subies par les DDI depuis 2010

Effectifs des DDI: MAP = RGPP = 6% de baisse chaque année

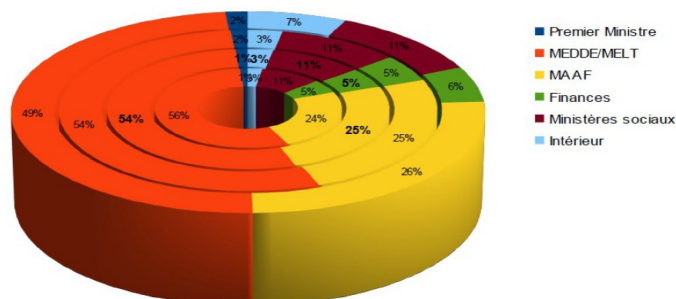
Près de 6000 postes perdus depuis 2010 !!!



Et les DDT qui perdent près de 10% de leurs effectifs rien qu'en 2013 !!!

Evolution des contributions des ministères au sein des DDI
(de 2010 au centre à 2013)

Un retrait marqué de la sphère Ecologie/Egalité des Territoires...
la montée en puissance de l'Intérieur!



Une montée en puissance de l'Intérieur dans les DDI...

...au travers des transferts engagés ou à venir en matière de sécurité et d'éducation routières !!!

Pour quand une OPA ?

L'illustration que la MAP n'a vraiment rien à envier à la RGPP !

Et avec le PLF 2014 présenté, la courbe n'est pas prête de s'infléchir...

Fédération de l'Administration Générale de l'État – <mailto:contact@fagefo.fr>

Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – fnefpfo@fr.oleane.com

Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – contact@fets-fo.fr

Fédération des Finances – fo.finances@wanadoo.fr

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris